

## Syrie : les rebelles peuvent-ils s'unir ?



Les membres du Conseil National Syrien sont actuellement réunis à Doha, au Qatar, pour tenter de réunifier les différentes factions de l'Armée Syrienne Libre. Malgré une volonté d'union que tous affichent, la réalité du conflit laisse envisager un possible éclatement de la rébellion.

Avec Guillaume  
Lagane

**Atlantico : Le général Mostafa Cheik, dirigeant de l'armée syrienne libre, vient de déclarer qu'il était sur le point d'organiser les différentes milices en une structure disciplinée et organisée. Quel est l'état des lieux des forces rebelles aujourd'hui ?**

**Guillaume Lagane :** Au départ les rebelles étaient constitués de milices qui se sont formées spontanément courant 2011 pour résister aux forces du régime, ces dernières pratiquant une répression violente contre les mouvements de manifestations. Très vite cela a dégénéré en un conflit opposant les fidèles du pouvoir à une opposition majoritairement sunnite. Les Frères Musulmans (sunnites), qui se sont violemment opposés au clan Assad depuis une trentaine d'années, se sont ainsi retrouvés très rapidement aux premiers rangs de la contestation anti-régime. On compte aussi cependant des milices à caractère plus laïc composées d'anciens déserteurs de l'armée officielle et d'une partie des classes sociales défavorisées. Ces différentes factions se sont regroupées sous le sigle ASL dans le but de former un front uni contre Bachar el Assad, bien que cela fasse actuellement plus penser à un système de milices franchisées qu'à une force unie, hiérarchisée et professionnelle. Il y a par exemple de véritables problèmes de commandement et de coordination sur le terrain, puisque la plupart des « katibas » (brigade en arabe NDLR) opèrent en fonction des décisions de leurs propres chefs, ce qui contraste avec la discipline du noyau dur des militaires pro-régimes.

On estime aujourd'hui que ces fameuses milices rebelles représentent en tout 40 000 hommes armés tandis que les troupes encore fidèles au pouvoir doivent aujourd'hui atteindre 150 000 hommes environ (200 000 avant le début des révoltes et des désertions). Bien équipés et formés par des vétérans russes, ces militaires bénéficient de l'appui des « chabihias » (milices pro-régime, ndlr) formées en bonne partie par des Syriens alaouites proches du parti Baas au pouvoir. Cette configuration, comme on le devine, est largement au désavantage des rebelles, bien que ces derniers aient réussi à prendre aujourd'hui le contrôle d'une partie des régions sunnites du pays. Ces avancées stratégiques sont cependant fragilisées par des désaccords croissants ainsi que par une relative perte de soutien au sein de la population, cette situation venant renforcer le besoin d'une unification concrète de l'ASL.

**Derrière cette manœuvre, le but avoué est de faire "accepter (l'opposition) par la communauté internationale" en tant que force légitime. L'Occident ne risque-t-il pas de devenir de plus en plus mesuré dans son soutien face à la montée du djihadisme au sein des forces rebelles ?**

La Syrie est gouvernée par le régime baasiste depuis 1963, ce dernier se présentant comme socialiste, nationaliste et surtout laïque, ce qu'une bonne partie de la majorité sunnite a toujours vu d'un mauvais œil, car cette façade séculière était perçue avant comme un

---

moyen de conserver le pouvoir alaouite. L'Islam est ainsi devenu naturellement une sorte de contre-pouvoir au clan Assad, notamment lors des révoltes violemment réprimées de 1982 où les Frères Musulmans avaient tenté de renverser le régime. Cette forme « historique » de contestation religieuse est effectivement rejointe aujourd'hui par des mouvements djihadistes étrangers particulièrement radicaux (comme Al Noufra ou Jahbhat Al Nosra) qui ont déjà revendiqué plusieurs attentats. L'émergence croissante de ces milices peut s'expliquer en partie par la diplomatie paradoxale de l'Occident, qui est toujours aussi partagé entre attentisme et interventionnisme dans la région. Ces hésitations ont ainsi largement profité à l'autre soutien majeur de la rébellion, à savoir les influentes monarchies sunnites du Golfe (Arabie Saoudite et Qatar en particulier) qui financent et arment des « combattants de la foi ». Il faudrait toutefois modérer ce phénomène et préciser que certaines katibas étiquetées comme djihadistes ne le sont qu'en apparence, cette façade religieuse leur permettant d'obtenir plus facilement le soutien logistique et financier des Saoudiens et des Qataris. Cela révèle néanmoins un certain échec de la diplomatie européenne et américaine, puisque ces bandes armées en question ne font que suivre la tendance dominante (en adoptant notamment le code vestimentaire des islamistes durs), qui évolue clairement au détriment de l'opposition laïque et « modérée ».

### **La conférence de Doha qui se tient actuellement peine à faire émerger un leader naturel pour l'opposition syrienne. L'évolution de la politique étrangère américaine, qu'Obama semble vouloir muscler au lendemain de sa réélection, pourrait-elle à terme faciliter le soutien de l'Occident ?**

Cette conférence est effectivement très scrutée par les Etats-Unis, qui cherchent à rééquilibrer le curseur politique des rebelles vers un discours plus laïc. L'élection de Georges Sabra, un chrétien, à la tête du CNS vendredi dernier témoigne directement de cette volonté de rendre l'opposition plus présentable aux yeux de l'Occident. Jusqu'ici l'influence des Frères Musulmans au sein de cette structure de représentation inquiétait Washington, le risque d'une radicalisation irréversible de l'opposition étant bel et bien présent. L'élection présidentielle s'étant terminée, on peut cependant s'attendre à un durcissement de la politique diplomatique américaine, en particulier lorsque l'on sait que Romney avait longuement fustigé la « timidité » de son rival démocrate durant la campagne.

Pour ce qui est du volet militaire, il est difficile d'avoir des informations précises, bien que la Turquie et les Etats-Unis semblent favorables à l'envoi de lances missiles modernes (type Stinger) qui pourraient annuler l'écrasante domination d'Assad dans les airs. Cette option provoque cependant toujours des réticences, les Américains n'ayant pas envie de recommencer la même erreur qu'en Libye, où une partie des armes livrées sont tombées, semble-t-il, dans les mains des djihadistes combattant aujourd'hui au Mali. Une intervention directe (débarquement de Casques Bleus) ou indirecte (instauration d'une « no fly zone ») est toujours inenvisageable, la Russie faisant blocage au Conseil de Sécurité de l'ONU. Pour ce qui est d'une intervention sans l'accord de la communauté internationale, il s'agit d'un choix risqué, coûteux, et qui détonnerait de la ligne traditionnelle de l'administration Obama. Des options défensives peuvent cependant être envisagées pour redorer le blason occidental dans la région : on peut ainsi imaginer la formation d'une zone de protection des civils à la frontière turque qui serait protégée par des batteries de missiles Patriot (missile de défense), cette option semblant à la fois moins risquée et plus réalisable.

Il n'en reste pas moins que la marge de manœuvre américaine dans la région se rétrécit avec le temps, et la diplomatie occidentale a aujourd'hui beaucoup à faire pour organiser une opposition représentative et compétente, que ce soit sur le plan militaire ou politique.